

# L'ALLIANCE

## RAPPORT ANNUEL 2015-2016



*Aquarelle Florence Fofana*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....</b>	<b>3</b>
<b>MISSION ET OBJECTIFS DE L'ALLIANCE .....</b>	<b>4</b>
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION 2015-2016.....</b>	<b>4</b>
<b>LES MEMBRES.....</b>	<b>4</b>
<b>ACTIVITÉS DES MAISONS MEMBRES- HÉBERGEMENT DE 2E ÉTAPE .....</b>	<b>5</b>
Outils d'intervention.....	6
<b>ACTIVITÉS DE L'ALLIANCE .....</b>	<b>6</b>
<b>A. PRISES DE POSITION ET REPRÉSENTATIONS .....</b>	<b>6</b>
L'enjeu crucial de la pérennité du financement des maisons membres et de <i>L'Alliance</i> .....	6
Des données pour convaincre : le sondage sur les besoins identifiés par le milieu .....	8
L'enjeu de l'effritement de la notion de violence conjugale.....	9
<b>B. PARTENARIATS .....</b>	<b>9</b>
<i>L'Alliance</i> , une partenaire de revendication pour les droits des femmes.....	9
<i>L'Alliance</i> , une partenaire de recherche .....	10
<b>C. SERVICES AUX MEMBRES .....</b>	<b>12</b>
Rencontres des maisons membres.....	12
Rencontres des intervenantes.....	12
<b>PERSPECTIVES.....</b>	<b>13</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>13</b>

Par Gaëlle Fedida, PhD  
Coordonnatrice de *L'Alliance*

## MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*« Se réunir est un début, rester ensemble est un progrès, travailler ensemble est la réussite. »*

– Henry Ford

Fondée en 2003, afin de briser l'isolement des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape et d'unir leurs forces au regard des nombreuses luttes à mener, *L'Alliance* a acquis ses lettres de noblesse et est devenue l'interlocutrice privilégiée en matière de violence conjugale postséparation au Québec. Ses activités dépassent maintenant les frontières du Québec et mettent en œuvre de dynamiques partenariats pancanadiens. En 2015-2016, ces mots de Henry Ford, « ...travailler ensemble est la réussite », prennent tout leur sens. Sans la participation et l'investissement de ses membres au courant des dernières années, le rayonnement de *L'Alliance* serait moindre. Comme le dit bien l'adage, « l'union fait la force. »

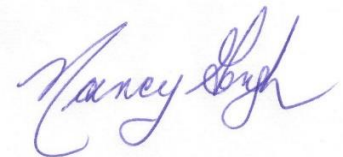
L'exercice 2015-2016 s'est conclu avec un vent de fraîcheur. Après 6 mois de fonctionnement sans coordonnatrice, où le conseil d'administration a dû se resserrer les coudes et voir aux suivis des nombreux dossiers, une nouvelle coordonnatrice a rejoint nos rangs. Madame Gaëlle Fedida est entrée en poste à l'automne 2016 et a su s'approprier avec brio les tâches et responsabilités, en plus de relever les défis sur la table de travail. Je souligne son dynamique et rigoureux engagement au sein de notre équipe et son travail colossal qui nous permet de vous présenter un bilan éloquent malgré l'interruption temporaire de quelques activités.

Les activités recensées dans ce rapport témoignent de notre travail de concertation, de notre engagement dans la lutte contre la violence conjugale postséparation, ainsi que de notre souci d'offrir des services de qualité et uniformes aux femmes violentées dans un contexte conjugal et à leurs enfants. Les pages suivantes sauront vous démontrer que l'efficacité de notre regroupement, les partenariats, les représentations, le support aux membres, la sensibilisation, la formation et la promotion ont tous été au cœur de nos préoccupations et de nos actions.

Bon an, mal an, avec ce rythme de développement et aucune reconnaissance financière récurrente qui se pointe, le principal écueil demeure, à savoir la pérennité de notre association provinciale. Continuons à travailler ensemble, voire à caresser ce rêve d'un financement adéquat pour notre regroupement et ses membres...

*« Très souvent, au courant de notre existence, nous voyons nos rêves déçus et nos désirs frustrés, mais il faut continuer de rêver, sinon notre âme meurt. »*

- Paulo Coelho



Présidente du Conseil d'administration

## MISSION ET OBJECTIFS DE L'ALLIANCE

La **mission** de *L'Alliance* est de regrouper et de représenter les maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape du Québec qui offrent aux femmes, avec ou sans enfants, **des services spécialisés en violence conjugale postséparation dans des logements transitoires sécuritaires**.

Dans le respect de l'autonomie des maisons membres, les **objectifs** de *L'Alliance* sont :

- ✓ favoriser la circulation de l'information, l'échange et la réflexion;
- ✓ offrir un soutien aux membres au regard de leur mission;
- ✓ sensibiliser la population aux enjeux spécifiques de la violence conjugale postséparation;
- ✓ assurer la représentation des intérêts des membres auprès des instances concernées;
- ✓ promouvoir les intérêts des femmes et enfants issus d'une problématique de violence conjugale;
- ✓ défendre et promouvoir les spécificités des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION 2015-2016

<b>Nancy Gough</b> , Maison Mary-Grace (région de la Gaspésie)	Présidente
<b>Chloé Deraiche</b> , Maison Flora Tristan (région de Montréal)	Vice-présidente
<b>Mireya Alonso-Vargas</b> , Alternat'Elle (région de Montréal)	Trésorière
<b>Suzie Levasseur</b> , Maison Anita-Lebel (région de Baie-Comeau)	Secrétaire
<b>Édith Roy</b> , Maison Passerelle (région de Montréal)	Administratrice

Le Conseil d'administration s'est réuni 8 fois cette année. Des sous-comités ont été formés afin de répondre aux différents enjeux annuels : comité finances, comité outils d'intervention, comité statistiques, comité communications, comité recherche, comité de révision du cadre de référence. De plus, les 5 maisons situées à Montréal, réunies en une *Alliance Montréal*, se concentrent sur les enjeux régionaux.

## LES MEMBRES

*L'Alliance* regroupe onze maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape réparties dans sept régions du Québec, offrant une centaine de logements transitoires et sécuritaires pour les femmes avec ou sans enfants victimes de violence conjugale :

♀ <b>Alternat'Elle (Montréal)</b>	♀ <b>Maison Flora Tristan (Montréal)</b>
♀ <b>L'Entre Temps (Matane)</b>	♀ <b>Maison de Montigny (Sherbrooke)</b>
♀ <b>L'Égide (La Prairie)</b>	♀ <b>Maison L'Océane (Montréal)</b>
♀ <b>Maison Mary-Grace (Maria)</b>	♀ <b>Nouvelle-Étape (Montréal-Nord)</b>
♀ <b>Inter-Elles (Québec)</b>	♀ <b>PasserElle (Montréal)</b>
♀ <b>Maison Anita-Lebel (Baie-Comeau)</b>	

## ACTIVITÉS DES MAISONS MEMBRES- HÉBERGEMENT DE 2<sup>E</sup> ÉTAPE

Pour l'exercice 2015-2016, les maisons membres ont accueilli 418 personnes, dont 188 femmes et 230 enfants avec une capacité d'hébergement de 100 logements.

Femmes hébergées	188
Enfants hébergé-e-s	230
Durée moyenne de séjour	7,3 mois
Interventions individuelles <b>formelles</b> auprès des femmes*	3 451
Interventions individuelles <b>informelles</b> auprès des femmes*	5 287
Accompagnements*	517
Interventions de groupe auprès des femmes, activités * **	606
Taux d'occupation annuel	82 %
Refus d'hébergement	-

\*Donnée non disponible à la maison Inter'Elles (Québec)

\*\*Donnée non disponible à la maison Alternat'Elle (Montréal)

Les femmes immigrantes représentent 79 % de la clientèle hébergée à Montréal, 28 % à Québec, 22 % à Sherbrooke. Aucune n'a été hébergée en région éloignée (Gaspésie, Matane, Côte-Nord).

La durée moyenne de séjour est de 7,3 mois, mais avec de grandes disparités :

- ✓ Séjours inférieurs à 6 mois : 5 maisons, dont 2 aux séjours moyens de 3 mois
- ✓ Séjours de 8 à 9 mois : 3 maisons
- ✓ Séjours de 12 à 16 mois : 3 maisons

Ceci nous confirme que *L'Alliance* doit comprendre les dynamiques d'intervention selon les maisons et les contraintes régionales, et que les membres doivent poursuivre leurs efforts d'harmonisation des services et des outils.

### Refus d'admission par manque de places

Suite à la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) auprès des maisons de première étape de compiler les refus d'admission à l'hébergement les 3 dernières années, *L'Alliance* a proposé au MSSS d'analyser également les refus d'admission en seconde étape pour avoir un portrait complet. Nous relevons qu'il est crucial de compiler cette donnée, mais le résultat n'est pas probant pour l'actuel exercice. En effet, à défaut d'avoir posé une définition claire d'un « refus », et étant donné que certaines maisons membres gèrent des listes d'attente, les données d'une maison à l'autre ne sont pas comparables.

## Outils d'intervention

*L'Alliance* a développé et mis en place **un outil de référence entre les maisons de 1<sup>re</sup> étape et de 2<sup>e</sup> étape**. Ceci permet de faciliter l'analyse de la demande d'admission, et de communiquer avec la 1<sup>re</sup> étape qui réfère au regard du dossier de la personne. Cet outil permet notamment de s'assurer que la ressource est adéquate pour la femme référée, et qu'elle répond à ses besoins. Ce formulaire est maintenant utilisé par toutes les maisons d'hébergement de 1<sup>re</sup> étape au Québec.

Les maisons membres ont exprimé le souhait de travailler sur **l'harmonisation des outils d'intervention**. Ce dossier sera à l'agenda l'an prochain. Enfin le comité « outils » devrait adopter au début de l'exercice à venir un **format unique de recueil de données**.

## ACTIVITÉS DE L'ALLIANCE

*L'Alliance* a connu une interruption de coordination d'avril à septembre 2015, six mois durant lesquels les administratrices ont traité les affaires courantes. Considérant la situation financière précaire de l'organisme, le CA a embauché une nouvelle coordonnatrice à temps partiel depuis le 1<sup>er</sup> octobre, et a mis fin au bail d'un bureau loué à la Maison Parent-Roback.

Il est notable de constater un impact qualitatif des limites de nos ressources sur les modalités de travail de notre regroupement. En effet notre gouvernance est assurée par le travail d'équipe constant entre les administratrices et la coordonnatrice. Toutes les membres du CA sont directrices ou coordonnatrices de maisons membres aux prises directes avec les problématiques que rencontrent les femmes hébergées et les travailleuses, ce qui permet à *L'Alliance* d'être au fait des enjeux terrain.

### A. PRISES DE POSITION ET REPRÉSENTATIONS

#### ***L'enjeu crucial de la pérennité du financement des maisons membres et de L'Alliance***

Il reste difficile pour le MSSS de considérer que les services psychosociaux offerts en seconde étape relèvent de son mandat, et non du mandat de la Société d'habitation du Québec (SHQ) qui finance le logement social. En effet, les bâtiments au sein desquels nous offrons des logements sécuritaires sont souvent financés en partenariat avec la SHQ. Pour autant, *L'Alliance* vise à faire reconnaître le travail d'accompagnement et de soutien des intervenantes, qui ne sont pas simplement concierges d'un parc social. **Les logements dont nous disposons sont un moyen d'intervention auprès des femmes lorsqu'elles craignent pour leur sécurité après la séparation**, moment où le risque d'homicide est plus élevé de 80 %, car le conjoint réalise alors que la séparation est bien réelle. Il est bien documenté que la violence conjugale ne se circonscrit pas aux populations les plus défavorisées, clientèle cible des logements sociaux lorsqu'ils sont attribués sur les critères de revenus. Les maisons d'hébergement sont dotées par la SHQ sur leur parc locatif dédié aux clientèles vulnérables qui ont besoin de services, ici sécurité, soutien et accompagnement.

L'Alliance a donc repris son bâton de pèlerin à l'automne pour faire valoir l'accès aux femmes victimes de violence conjugale à un continuum de services, incluant l'accompagnement postséparation en hébergement lorsque nécessaire. En effet les services externes de suivi post-hébergement offerts par certaines maisons de 1<sup>re</sup> étape aux femmes qui quittent les refuges d'urgence ne répondent pas à toutes les situations. Actuellement, le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) supporte partiellement quelques maisons de 2<sup>e</sup> étape, mais 80 % des services offerts dans les 100 logements de transition administrés par des maisons membres de L'Alliance ne reçoivent aucun financement à la mission.

L'Alliance a actualisé son cadre de référence au début 2016, et nous estimons qu'une maison de 2<sup>e</sup> étape devrait recevoir 31 333 \$ par an, par logement pour offrir les services adéquats aux femmes hébergées et leurs enfants. Sur les 3,13 millions \$ requis, le MSSS finance nos services à hauteur de 675 000 \$, soit 20 %.

Cette année encore, l'accréditation de L'Alliance a été refusée au PSOC. Nous soulignons ici cependant que le MSSS soutient notre travail de concertation. Nous avons ainsi reçu pour la 4<sup>e</sup> année consécutive un financement discrétionnaire de 50 000 \$ en provenance du plan d'action en violence conjugale. Ceci nous permet d'assurer la continuité de nos démarches en vue d'obtenir un financement pérenne pour les maisons ainsi que pour L'Alliance. Nous avons également sollicité sans succès la SHQ, la Fondation canadienne des femmes et le Secrétariat à l'action féminine.

Nous avons obtenu des subventions modestes des Fondations Zeller et Solstice destinées à tenir des ateliers de formation pour les intervenantes, qui seront organisés au cours de l'année à venir. Au total, les revenus de L'Alliance en 2015-2016 se montaient à 66 800 \$. Les contributions en nature des maisons membres, en particulier le temps de travail et l'expertise des directrices qui siègent au CA, sont un apport inestimable au travail collectif, l'ensemble des membres les en remercie chaleureusement.

L'Alliance a tenu plusieurs rencontres le dernier semestre avec des responsables publics et politiques au sujet de son financement et de celui de ses membres :

- ✓ **MSSS**  
M<sup>me</sup> Rochette, M<sup>me</sup> Lecours
- ✓ **Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)**  
M<sup>me</sup> De Pokomandy, M<sup>me</sup> Goulet, M. Jean
- ✓ **SHQ**  
M<sup>me</sup> Marcoux, M<sup>me</sup> Perron, M. Therrien
- ✓ **Secrétariat à la condition féminine du Québec**  
M<sup>me</sup> Daoust, M<sup>me</sup> Gauthier, M<sup>me</sup> Ferembach
- ✓ **Ministère de la Condition féminine du Canada**  
M<sup>me</sup> Hajdu, M<sup>me</sup> Savoie, M<sup>me</sup> Caldwell, M<sup>me</sup> Varley, M<sup>me</sup> Asselin



Nous avons également contribué à la consultation du Commissaire à la santé et au bien-être sur le panier de services. Notre mémoire déposé fait valoir notre préoccupation sur la rupture de services en violence conjugale postséparation occasionnée par le manque de places et de financement des services.

Au plan fédéral, L'Alliance a réagi par voie de communiqué de presse (fin mars) à l'annonce de l'attribution de 89 millions \$ pour les maisons d'hébergement. Nous y invitons les autorités à prendre en considération que certes, il manque des places, mais qu'il faut également veiller à ce que des services soient disponibles en maison de 2<sup>e</sup> étape (donc financés) dans les orientations stratégiques privilégiées pour l'octroi de ces nouveaux deniers publics.

### Des données pour convaincre : le sondage sur les besoins identifiés par le milieu

Afin de quantifier les besoins d'hébergement et services en 2<sup>e</sup> étape, L'Alliance a conduit, en partenariat avec TRAJETVI au début 2016, un sondage auprès des intervenantes en 1<sup>re</sup> étape. Selon les intervenantes participantes :

- ⇒ **1/3 des femmes ayant besoin d'un logement de 2<sup>e</sup> étape n'est pas référé par la 1<sup>re</sup> étape.**
- ⇒ **2/5 des femmes référées en maison de 2<sup>e</sup> étape par les maisons d'aide et d'hébergement sont refusées.**
- ⇒ **1/4 des femmes identifiées par une professionnelle n'a pas accès aux services en 2<sup>e</sup> étape.**
- ⇒ 41 % des maisons répondantes (24 maisons sur 58) n'ont fait aucune référence en 2<sup>e</sup> étape, alors même que cinq d'entre elles disposent d'une ressource dans leur région.
- ⇒ 43 % des maisons (25 sur les 58 ayant répondu) indiquent ne pas disposer d'une ressource de 2<sup>e</sup> étape dans leur région.
- ⇒ **L'Alliance a hébergé 70 % des femmes référées.**
- ⇒ L'Alliance couvre 41 % du besoin identifié en 1<sup>re</sup> étape au Québec.

Nous retenons de ce sondage deux conclusions principales quant à l'accès aux ressources de seconde étape pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale au Québec :

Premièrement, le nombre de places en maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape est insuffisant : il ne couvre pas la moitié du besoin tel qu'identifié par des professionnelles. Les 100 logements disponibles actuellement ne répondent qu'à 41 % des cas identifiés par les intervenantes de 1<sup>re</sup> étape.

- ⇒ **L'Alliance demande au gouvernement du Québec d'assurer la continuité des services de soutien aux femmes victimes de violence conjugale en mobilisant des ressources pour doubler la capacité actuelle des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape, pour qu'elles soient accessibles sur l'ensemble du territoire.**

Deuxièmement, ce sondage révèle la compréhension partielle des services d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape par les milieux de pratique.

- ⇒ **Les maisons de 2<sup>e</sup> étape et L'Alliance doivent mieux diffuser l'offre de services auprès des travailleuses de première ligne, et ce, particulièrement au regard de l'aspect gestion de la sécurité.**



*L'Alliance* a également recommandé de recenser annuellement le nombre et les motifs de refus d'admission tant en 1<sup>re</sup> qu'en 2<sup>e</sup> étape, afin de mieux documenter l'accessibilité aux services de soutien en violence conjugale.

## L'enjeu de l'effritement de la notion de violence conjugale

L'autre enjeu majeur sur lequel travaille *L'Alliance* est la compréhension même de la violence conjugale, notamment l'effritement de la notion. Par exemple, Statistique Canada a présenté en janvier 2016 un portrait de la violence conjugale biaisé, qui minimise grandement les violences subies par les femmes en relativisant la violence masculine au regard de la violence féminine. Leur analyse introduit un « équilibre » entre la violence subie par les femmes, et celle subie par des hommes. *L'Alliance* y a réagi publiquement dans une lettre ouverte parue au *Huffington Post* (28 janvier 2016) dénonçant cette dérive conceptuelle.

*L'Alliance* a déposé en janvier un [Avis au Secrétariat de la condition féminine dans le cadre des consultations en vue du futur Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes](#) : « Parce que tant qu'il y aura de la violence faite aux femmes, l'égalité entre les femmes et les hommes demeurera une belle illusion! ». Nous suivons attentivement le processus de consultation qui se déroulera jusqu'à la fin 2016.

Nos actualités, par exemple nos revendications politiques sont publiées sur Facebook, et notre site web présente les services de nos membres et les dossiers de fond.

Dans le cadre de nos partenariats en recherche, *L'Alliance* poursuivra ce travail de compréhension et de diffusion de notre analyse féministe du phénomène de la violence conjugale post séparation.

## B. PARTENARIATS

### *L'Alliance*, une partenaire de revendication pour les droits des femmes

Cette année, *L'Alliance* a été acceptée [comme membre du Réseau canadien des maisons d'hébergement pour femmes](#). Cette reconnaissance au niveau pancanadien nous permettra d'avoir un éclairage sur les ressources de seconde étape dans d'autres provinces, et d'approfondir nos connaissances des pratiques en milieu anglophone.

*L'Alliance* poursuit son mandat de concertation avec les autres représentantes de maisons d'hébergement, et a tenu 3 rencontres avec la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes et le Regroupement des maisons d'hébergement en violence conjugale. Nous souhaitons mieux arrimer nos réflexions avec nos collègues afin d'œuvrer ensemble à un réel continuum de services en violence conjugale.

*L'Alliance* contribue au mouvement féministe québécois sur des enjeux relatifs à la violence faite aux femmes, et aux conditions de travail des organismes communautaires au sein du [Groupe des 13](#). Nous avons ainsi cosigné plusieurs communiqués de presse sur la loi révisant les conditions de lobbying, l'impact des mesures d'austérité sur les femmes, et la nécessité d'adopter un registre des armes à feu au Québec.

Nous avons également participé, et engagé nos membres à rejoindre les campagnes « [Madame la Ministre, connaissez-vous la politique?](#) », et « [On ferme ! Le communautaire, dehors contre l'austérité](#) ». Un kiosque d'information a été tenu par les maisons de Montréal durant les « 12 jours d'actions contre les violences faites aux femmes » en novembre 2015 à l'Université Concordia.

Plusieurs femmes hébergées et travailleuses des maisons membres étaient au rendez-vous pour la [Marche mondiale des femmes](#) à Trois-Rivières afin de marcher en solidarité et unir leurs forces pour éliminer les causes de la pauvreté et de la violence envers les femmes.

Les membres de Montréal se sont également penchées sur la révision du Code des professions visée dans le [projet de loi 21](#), qui risque d'avoir un impact sur les modalités d'intervention psychosociale en maison d'hébergement (colloque CRI-VIFF et À cœur d'hommes le 5 novembre 2015, à l'UQAM).

*L'Alliance* a participé à l'ensemble des réunions de concertation provinciale au sein de la [Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles](#) (TCPOCB). Nous profitons de l'occasion pour remercier chaleureusement nos collègues de la Table pour leur soutien dans nos démarches de reconnaissance de notre travail par les autorités.

*L'Alliance* saisit toutes les opportunités pour entretenir son réseau d'allié-e-s, et faire connaître ses revendications. Ainsi, la coordonnatrice et plusieurs administratrices ont participé au colloque de Femmes autochtones du Québec, au Forum de Relais-Femmes sur la cyberintimidation, au Sommet des femmes.

En janvier 2016, *L'Alliance Montréal* a présenté la mission et les services d'intervention en violence conjugale postséparation en maison de 2<sup>e</sup> étape à la Rencontre-réseautage des intervenant-e-s en matière de Violence Conjugale et Intrafamiliale (VCI) organisée par le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM). Cette rencontre a permis d'informer et de sensibiliser les policiers et les intervenants en matière de violence conjugale et intrafamiliale de la SPVM à la problématique de la violence post-séparation. La présentation a été un succès, environ cent personnes étaient présentes, personnel du service de police et intervenant-e-s de différents organismes de Montréal.

### ***L'Alliance, une partenaire de recherche***

*L'Alliance* participe, en tant que partenaire communautaire, au [Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes](#) (CRI-VIFF), ainsi qu'au projet [TRAJETVI](#). Ce partenariat s'inscrit dans une démarche de collaboration qui vise à développer conjointement des analyses scientifiques sur des enjeux qui ont trait à la violence conjugale postséparation ainsi que des outils d'intervention utiles à la pratique. Ainsi *L'Alliance* a participé au groupe de travail « [Laisser la](#)

parole aux intervenants-es pour mieux comprendre les trajectoires de recours aux services des femmes victimes de violence conjugale en contexte de vulnérabilité », dont les résultats préliminaires ont été présentés au printemps au colloque de l'Association Canadienne Francophone pour le Savoir (ACFAS).

Le Conseil d'administration a reçu la chercheuse Adélaïde Tanguy, candidate à la maîtrise en criminologie. Le CA a invité les maisons de Montréal et Québec à recruter des femmes hébergées en maison 2<sup>e</sup> étape pour sa recherche sur « le lien maternel à l'épreuve de la victimisation - Impact des perceptions et représentations du rôle de mère des femmes victimes de violence conjugale sur leur lien à l'enfant ». L'objectif principal est de rendre compte de l'influence de la maternité sur les trajectoires de violences conjugales dans une perspective de reprise de pouvoir sur leur vie des femmes victimes.

Enfin, Mme Marie-Marthe Cousineau, directrice de l'école de criminologie de l'UDEM, a révisé la méthodologie et l'analyse du sondage sur les besoins en 2<sup>e</sup> étape. L'Alliance a retenu les services d'une étudiante stagiaire pour le recueil de données.

Les membres de L'Alliance Montréal ont régulièrement participé aux « Midis-causerie » du CRIVIFF, et la coordonnatrice y a donné une conférence sur les enjeux des maisons de 2<sup>e</sup> étape, devant un public d'environ 40 personnes, intervenantes et étudiant-e-s.

L'Alliance Montréal est devenue membre de la Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM), enceinte très active sur les travaux en violence conjugale. Deux maisons de Montréal sont également membres de la Table des partenaires Sud-Ouest contre la violence conjugale et familiale, qui nous engage notamment dans le projet « risques liés aux nouvelles technologies » qui vise à sécuriser l'usage des outils technologiques au sein des maisons d'hébergement.

Au 10 juin 2016, L'Alliance est membre de :

- Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)
- Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH)
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)
- Groupe des 13 (G13)
- Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)
- Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS)
- Comité montréalais de la marche mondiale des femmes (CMMMMF)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Relais-femmes
- Maison Parent-Roback
- Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV)
- Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM)

## C. SERVICES AUX MEMBRES

Afin d'élargir les possibilités de sources de financement pour les membres, *L'Alliance* a renouvelé son entente d'abonnement à *Imagine Canada*, un consortium philanthropique qui ouvre les perspectives de financement vers des fondations à travers le Canada. Avec l'adhésion annuelle de *L'Alliance*, chacune des maisons membres a un code d'accès pour naviguer sur cette plate-forme permettant une plus vaste recherche de financement et de multiplier les sources selon les besoins de chacune.

La coordonnatrice de *L'Alliance* reste disponible en tout temps pour soutenir les maisons membres dans leurs représentations locales.

### Rencontres des maisons membres

L'ensemble des directrices des maisons membres se sont rencontrées à Montréal en octobre 2015 et mars 2016 pour échanger sur les enjeux de financement des maisons, de protection des personnes hébergées, des revendications politiques subséquentes.

Dans le cadre de notre objectif de formation continue à l'occasion de ces rencontres, 11 employées provenant de 6 maisons membres, ont bénéficié d'une [journée de formation « Urgences ou priorités »](#).

### Rencontres des intervenantes

Chaque année, une maison membre est responsable d'organiser des rencontres d'échange, formation et ressourcement pour les intervenantes des maisons membres. Cela contribue à briser l'isolement des travailleuses, et leur offrir de la formation régulièrement sur des sujets dont elles estiment avoir besoin.

Deux rencontres se sont tenues à Sherbrooke les 22 juin et 13 novembre 2015, impliquant 16 intervenantes en provenance de 8 maisons membres. Elles ont travaillé entre professionnelles sur les procédures et les pratiques d'intervention dans les maisons, des vignettes cliniques (discussion de cas), partage d'outils, Marche mondiale des femmes et autres mobilisations, discussions sur les procédures et les pratiques d'intervention dans les maisons, thématiques abordées durant le séjour avec les femmes et les enfants. N'ayant pas obtenu de financement en début d'exercice, et en l'absence d'une coordonnatrice durant un semestre entier, il a été impossible cette année d'offrir une formation spécifique aux intervenantes. Deux rencontres sont prévues l'an prochain.

### Calendrier annuel de *L'Alliance*

Avr	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars
CA		CA Interv.	CA	CA		AGA	CA Interv.		CA		CA RMM

*L'Alliance* a soutenu le projet du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEAF) auprès de Condition féminine Canada visant à former intervenantes et les résidentes en maisons d'hébergement quant aux enjeux de sécurité liés aux nouvelles technologies. Nous espérons pouvoir offrir cette nouvelle formation aux maisons membres.

## PERSPECTIVES

L'Alliance regroupe actuellement 80 % des maisons de seconde étape existantes au Québec, et nous souhaitons garder cette **forte représentativité**. Nous avons connaissance d'une dizaine de maisons de 2<sup>e</sup> étape en projet actuellement, et souhaitons les inviter à rejoindre L'Alliance afin de partager l'expertise des maisons existantes, tant au plan des services et des outils qu'au plan des revendications financières et politiques. La coordonnatrice a échangé avec 3 nouvelles maisons, et les directrices des maisons membres ont été sollicitées par leurs consœurs dans plusieurs régions.

L'Alliance poursuivra son travail de revendications financières pour mieux servir les femmes et leurs enfants victimes de violence conjugale. Nous espérons pouvoir développer le projet d'envergure « **Vers l'autonomie après la séparation** », actuellement à l'étude par Condition féminine Canada.

L'Alliance sera plus active pour soutenir ses membres dans leurs **revendications auprès des élus locaux**, notamment en s'assurant de l'arrimage entre les démarches de la coordonnatrice auprès des instances provinciales et des informations disponibles pour les élus locaux. Il s'agira notamment de sensibiliser les députés qui tiennent les cordons de la bourse à la réalité du sous-financement des ressources de 2<sup>e</sup> étape au Québec.

Coté recherche, L'Alliance lance avec le CRIVIFF un projet de longue haleine sur **l'impact des services en 2<sup>e</sup> étape** pour les femmes qui en bénéficient.

L'année qui vient sera charnière pour L'Alliance, car le financement exceptionnel que nous avons obtenu prendra fin avec le terme du Plan d'action contre la violence conjugale. **Nous sommes un interlocuteur reconnu des pouvoirs publics sur la violence conjugale postséparation et visons à faire inscrire le travail d'intervention en seconde étape dans le prochain plan d'action gouvernemental afin d'assurer un continuum de services aux femmes victimes de violence conjugale.**

### ***Nous remercions nos bailleurs de fonds***

- ✓ ***Ministère de la Santé et des Services sociaux***
- ✓ ***Fondation Zeller***
- ✓ ***Fondation Solstice***

Casier Postal 2, succursale St Jacques  
Saint-Jacques Montréal (Québec) H3C 1C5  
[www.alliance2e.org](http://www.alliance2e.org)

L'ALLIANCE